



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.787/Rev.1
24 juin 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quatrième session extraordinaire
Point 7 de l'ordre du jour

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE DE L'ORGANISATION, COMPTE TENU DU RAPPORT
DU GROUPE DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN DES PROCEDURES ADMINISTRATIVE ET
BUDGETAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Institution d'un Fonds de la paix

Chypre, Côte-d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Pakistan : projet
de résolution révisé *

L'Assemblée générale,

Tenant compte des buts des Nations Unies énoncés à l'Article premier de la
Charte,

Consciente de la nécessité d'une action prompte et efficace pour prévenir
toute menace contre la paix et la sécurité internationales et toute rupture de la
paix,

Considérant que des ressources financières insuffisantes peuvent retarder ou
compromettre sérieusement le succès d'une telle action,

Désirant que le Secrétaire général puisse disposer aisément de fonds
suffisants, afin d'être en mesure de s'acquitter sans tarder des obligations qui
lui incombent, en vertu de la Charte, dans le cas d'une rupture de la paix,

Convaincue que l'institution d'un Fonds de la paix alimenté par des contri-
butions volontaires, tant des Etats Membres que d'organisations et de particuliers,
mérite d'être étudiée en tant que moyen d'atteindre cet objectif,

* Le Pakistan s'est joint aux auteurs et le cinquième alinéa du préambule a
été modifié sur la proposition de la Suède, acceptée par les auteurs à
la 1002ème séance de la Cinquième Commission.

1. Prie le Secrétaire général de consulter tous les Etats Membres, ainsi que les organisations intéressées, sur l'opportunité et la possibilité de créer ledit Fonds de la paix;

2. Prie en outre le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session.
